

Tribune parue dans Le cercle Les Echos le 12 avril 2012 par Jean-Hervé Lorenzi, Jacques Pelletan et Alain Villemeur

## **Une autre politique pour la jeunesse**

La nouvelle donne démographique doit être appréhendée comme un aspect essentiel de la société française et donc une formidable occasion de bâtir une nouvelle politique économique. Le problème de la jeunesse devient alors central, mais aujourd'hui peu abordé dans le cadre de l'élection présidentielle.

Car le vieillissement et le rajeunissement qui lui est associé - un meilleur état de santé à chaque âge - constituent en effet des chocs qui modifient très largement les équilibres économiques sur les différents marchés : biens et services (privés comme collectifs), épargne, travail. De nouveaux degrés de liberté apparaissent alors, établissant les bases d'une action politique renouvelée.

C'est cette démarche que nous avons empruntée dans « Rajeunissement et Vieillissement de la France », paru en mars 2012 aux éditions Descartes & Cie. Nous nous sommes attachés à établir la réalité des transferts financiers entre générations, opérés par les pouvoirs publics au travers des dépenses de protection sociale et d'éducation. De manière criante - et totalement anormale - on constate que les jeunes Français sont tout particulièrement démunis par rapport à leurs camarades des pays développés ; loin derrière les jeunes du Royaume-Uni, de Suède ou encore des Etats-Unis. Les différences dans les transferts financiers dépassent parfois 2 points de PIB. L'équité générationnelle n'étant pas une religion en soi, tout n'irait pas si mal si la productivité et l'emploi se portaient bien. Hélas, ce n'est pas le cas !

Les différents leviers que nous avons identifiés pour sortir de cette situation dessinent une nouvelle politique économique. Ces leviers résident dans une utilisation imaginative des transferts intergénérationnels. Ils permettent d'améliorer les perspectives de notre pays en s'attachant en particulier à trois variables déterminantes : les gains de productivité, le taux d'activité des seniors et le taux de chômage des jeunes. Pour chacune de ces dimensions, il est possible de combler au moins la moitié de l'écart qui nous sépare du pays développé le plus performant tout en préservant l'équilibre des finances publiques.

Définir une nouvelle dynamique passe alors par quelques propositions clefs. Il faut d'abord sortir la jeunesse du carcan de l'insécurité professionnelle dans laquelle elle est installée, avec l'objectif d'augmenter notre productivité globale. Pour cela, il s'agit d'augmenter le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur (à terme 60 % d'une classe d'âge), de reprendre la formation, dans de nouvelles structures, des 150.000 jeunes qui sortent chaque année sans qualification, de mettre en place un contrat de travail unique et de diminuer les charges sociales pour les moins de 30 ans.

Mais les taux d'emploi des jeunes et des seniors étant corrélés, nous devons aussi aller de manière progressive et négociée vers un recul de l'âge effectif de cessation d'activité. Cela suppose des programmes de formation tout au long de la vie beaucoup plus efficaces qu'ils ne le sont aujourd'hui. Enfin, nous devons nous donner les moyens d'une prise en charge responsable et humaine du grand âge, ce qui représente, par ailleurs, un très important vivier d'emplois.

Les mutations démographiques que nous vivons aujourd'hui sont essentielles pour comprendre l'évolution de la société française. Leur absence de traitement depuis trop longtemps est l'une des explications de cet affaiblissement incroyable de l'économie de notre pays. Dans ce contexte, bâtir une politique pour la jeunesse constitue un nouveau choix de politique économique.